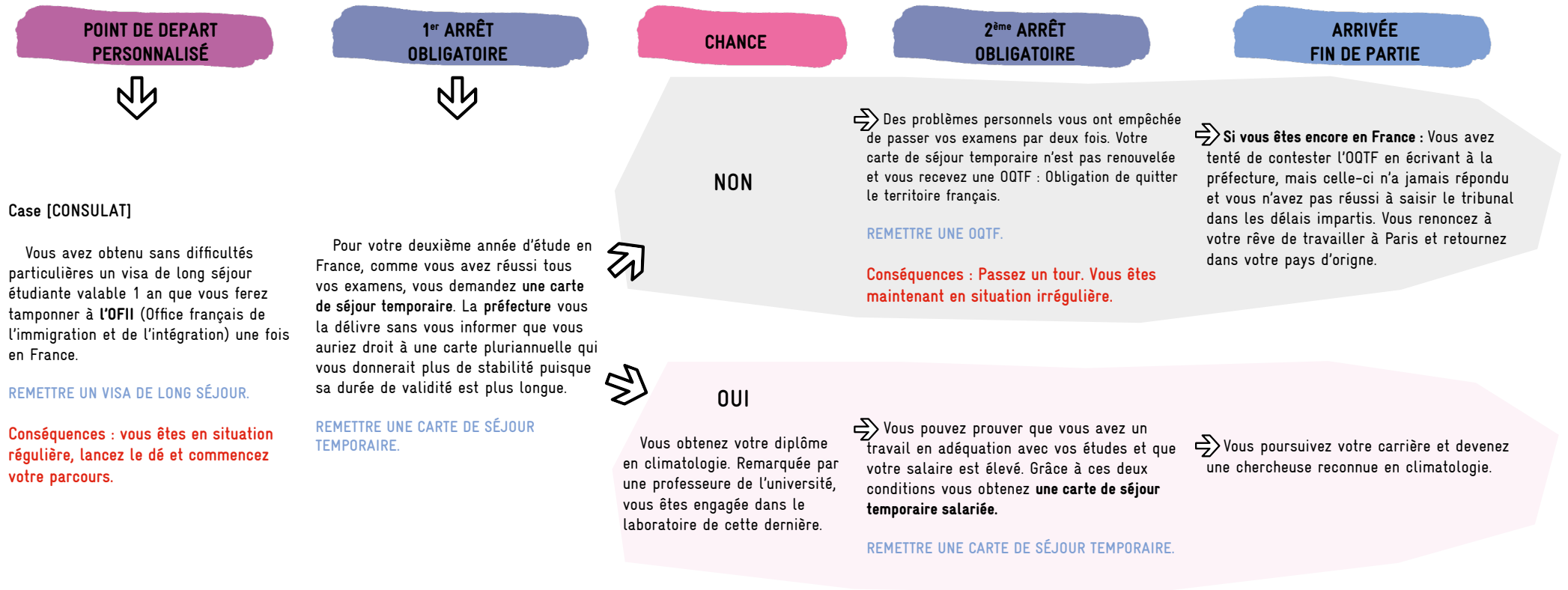




Manoela

Brésil



PARCOURS DE MIGRANT•E•S





Famille Luca

Roumanie

Ruxandera et Nicolae et leurs 3 enfants

POINT DE DEPART
PERSONNALISÉ



Case [FRONTIÈRE]

En tant que membres de l'Union Européenne vous pouvez rester en France pendant 3 mois.

Conséquences : vous êtes en situation régulière, lancez le dé et commencez votre parcours.

1^{er} ARRÊT
OBLIGATOIRE



La police fait une descente dans le bidonville où votre famille était contrainte d'habiter. Près de la moitié des habitantes et habitants est arrêtée et emmenée au commissariat. Vous ressortez avec une **OQTF** : Obligation de quitter le territoire français.

REMETTRE UNE OQTF.

Conséquences : Passez un tour. Vous êtes maintenant en situation irrégulière.

Notes : il s'agit ici d'une raffle collective sans examen individuel des droits. La préfecture a faxé au commissariat les OQTF en nombre. Dans ce contexte de raffle, les personnes ont 48 heures pour demander au tribunal l'annulation de l'OQTF.

L'OQTF peut reposer sur 3 types de motif : vivre dans un bidonville est considéré comme une menace grave à un intérêt fondamental de la société ou à la sûreté de l'Etat, d'où l'OQTF même si la personne membre de l'UE est sur le territoire depuis moins de 3 mois ; la personne ne s'est pas fait enregistrer auprès de la municipalité, rien ne prouve qu'elle est là depuis moins de 3 mois ; la personne est sur le territoire depuis plus de 3 mois mais + si on considère qu'elle constitue une charge déraisonnable pour l'Etat.

CHANCE

NON



OUI

Dès votre sortie du commissariat la directrice de l'école de vos enfants vous a mis en contact avec le Réseau Education sans Frontière qui vous aide à contester l'OQTF auprès de la justice. Il vous aide aussi à être accompagnée par une assistante sociale.

2^{ème} ARRÊT
OBLIGATOIRE

⇒ Depuis la destruction du bidonville, parents et enfants, vous vivez dans la rue. Ruxandera, la police en profite pour vous interpellé de nouveau. En raison de votre OQTF, le préfet vous envoie en centre de rétention pour vous expulser. Vous saisissez le juge avec l'aide d'une association présente dans le centre. Le juge demande que vous soyez libérée car l'un de vos enfants est gravement malade.

Conséquences : Passez un tour. L'OQTF n'a pas été annulé pour autant. En cas de nouveaux contrôles vous serez susceptibles d'être renvoyé·e·s en centre de rétention.

⇒ La juge qui a traité votre dossier a annulé votre OQTF car vous avez tous les deux un travail, même s'il est précaire.

REPRENDRE L'OQTF

Conséquences : si vous êtes contrôlé·e·s vous serez considéré·e·s en situation régulière à condition de pouvoir justifier à chaque fois de ressources suffisantes ou d'un travail.

ARRIVÉE
FIN DE PARTIE

⇒ **Si vous êtes encore en France :** Malgré votre situation irrégulière, vos enfants restent scolarisé·e·s et soigné·e·s quand nécessaire. Vous vivez néanmoins dans la peur constante d'un contrôle qui interromprait leur scolarité et les soins.

⇒ L'un·e de vous a maintenant un travail en CDD de 18 mois. Grâce à l'aide du RESF, la préfecture vous délivre un **titre de séjour européen** valable 2 ans. Cette carte n'est pas obligatoire pour que vous restiez en France mais cela vous évitera d'avoir à justifier de ressources suffisantes ou d'un travail à chaque contrôle. Vous allez pouvoir souffler un peu.

REMETTRE UN TITRE DE SÉJOUR EUROPÉEN

PARCOURS DE MIGRANT•E•S





Issa Mali

POINT DE DEPART PERSONNALISÉ



Première case après la case [FRONTIÈRE]

Le visa touristique qui vous a permis d'entrer en France est expiré depuis de longues années.

Malgré vos demandes de régularisation, vous n'avez jamais obtenu de titre de séjour.

Conséquences : Au contraire, tenter de régulariser votre situation vous a valu une OQTF : Obligation de quitter le territoire français. Lancez le dé et poursuivez votre parcours.

REMETTRE UNE OQTF

1^{er} ARRÊT OBLIGATOIRE



L'inspection du travail et la police ont fait une visite sur votre lieu de travail. Vous avez réussi à vous enfuir mais vous décidez de faire une nouvelle demande de régularisation pour mettre fin à la peur des contrôles. Comme votre métier n'est pas considéré en tension, la préfecture vous demande de prouver sept années de présence en France et de présenter un contrat de travail et huit fiches de paye. Elle ne vous remet pas de récépissé prouvant votre démarche.

Conséquences : faute de récépissé, en cas de contrôle vous serez considéré en situation irrégulière.

Notes : Depuis janvier 2024, la loi prévoit une possibilité de régularisation par le travail, mais limitée aux métiers dits « en tension », dont la liste est très restrictive.

*+
Le récépissé, bien qu'obligatoire, n'est pas systématiquement remis aux personnes ayant fait une demande de titre de séjour. Suite à leur impossibilité de présenter un récépissé pendant un contrôle, de nombreuses personnes sont ainsi enfermées dans les centres de rétention. Elles sont également expulsables si elles ne peuvent pas apporter la preuve que leur demande de régularisation est en cours.*

CHANCE

NON

2^{ème} ARRÊT OBLIGATOIRE

⇒ Malgré le soutien de votre employeur et le fait que vous ayez un très bon dossier la préfecture refuse de vous régulariser au motif que vous avez eu un OQTF alors même qu'il n'est plus activable aujourd'hui et vous remet un nouvel OQTF.

REMETTRE UNE OQTF

Conséquences : Vous payez donc une nouvelle fois votre volonté d'en finir avec l'irrégularité de votre séjour. Peu de temps après, vous êtes interpellé dans la rue et envoyé en centre de rétention où vous passerez un tour.

ARRIVÉE FIN DE PARTIE

⇒ Si vous êtes encore en France :

Vous continuez à vivre dans la clandestinité en espérant trouver un nouvel employeur qui vous soutiendra dans vos démarches. Votre père est mort récemment mais vous avez renoncé à aller à son enterrement par peur de ne pas réussir à revenir en France.

OUI

Suite à l'expulsion d'un de vos collègues, un syndicat réactive sa lutte pour la régularisation des travailleurs et des travailleuses sans papier. Il obtient que l'on vous remette un récépissé.

REMETTRE UN RÉCÉPISSÉ

Conséquences : En cas de contrôle, vous serez considéré en situation régulière.

⇒ La mobilisation syndicale a porté ses fruits. Avec d'autres de vos collègues, vous recevez une **carte de séjour temporaire salarié**.

REMETTRE UNE CARTE DE SÉJOUR TEMPORAIRE

⇒ Vous avez pris des vacances au Mali pour revoir votre famille. Le village, vous a accueilli comme un héros, car l'argent que vous envoyez depuis votre départ participe à son développement. Vos filles, elles, ont poursuivi leurs études à la capitale. De retour en France, vous continuez la lutte pour les travailleuses et travailleurs sans papier au sein du syndicat.

PARCOURS DE MIGRANT•E•S





Mehdi

Tunisie

NOTES : Pour une meilleure connaissance du sort réservé aux personnes étrangères malades, voir le rapport d'observation de La Cimade Soigner ou suspecter ? Téléchargeable sur le site de La Cimade.

POINT DE DEPART
PERSONNALISÉ



1^{er} ARRÊT
OBLIGATOIRE



CHANCE

2^{ème} ARRÊT
OBLIGATOIRE

ARRIVÉE
FIN DE PARTIE

Case [CONSULAT]

Vous avez obtenu un visa touristique valable 3 mois pour assister au mariage de votre frère. Ce type de visa n'est pas facile à obtenir car le consulat redoute l'immigration mais vous avez un très bon salaire en Tunisie, ce qui l'a rassuré.

REMETTRE UN VISA TOURISTIQUE

Conséquences : vous êtes en situation régulière, lancez le dé et commencez votre parcours.

Votre visa a expiré mais vous avez consulté dans un hôpital où l'on vous a découvert une maladie rare. Vous savez que le service spécialisé qui pourrait vous soigner n'existe pas en Tunisie. Vous demandez une **carte de séjour temporaire pour soins à la préfecture**. Elle décidera de votre sort après l'avis de l'OFII (Office français de l'immigration et de l'intégration) sur votre état de santé.

Conséquences : A cette étape là de vos démarches, vous êtes en situation irrégulière mais en cas de contrôle, vous êtes protégé.

Notes : La personne malade doit faire remplir un certificat médical par son médecin et le transmettre à l'Ofii qui peut la convoquer par la suite (c'est fréquemment le cas). Puis l'Ofii dresse un rapport qu'elle transmet en interne à un collège de médecins. Ce n'est qu'une fois ce rapport transmis, que la personne est censée recevoir un récépissé.

NON

⇒ Après plusieurs mois d'attente, l'Ofii délivre un avis favorable à votre régularisation. Mais la préfecture s'y refuse : le mois dernier, vous avez écopé d'une contravention pour avoir traversé en dehors des clous. Sur ce motif, elle vous oppose le trouble à l'ordre public et vous adresse une OQTF : Obligation de quitter le territoire français.

REMETTRE UNE OQTF

Conséquences : peu de temps après, vous êtes interpellé dans la rue et envoyé en centre de rétention où vous passerez un tour.

Notes : Avant la loi du 26 janvier 2024, il existait des catégories de personnes dites « protégées » contre les OQTF, dont les personnes malades. Désormais à part les enfants, toutes les personnes étrangères, quelle que soit leur situation et leurs années de présence en France, peuvent recevoir une OQTF. Et l'ordre public, qui est une notion très floue, est souvent instrumentalisé par les préfectures.

OUI

Une assistante sociale, que vous avez rencontrée à l'hôpital, vous aide à obtenir le **récépissé** qui prouve que votre dossier a bien été transmis aux personnes compétentes.

REMETTRE UN RÉCÉPISSÉ

Conséquences : avec ce récépissé vous êtes en situation régulière.

⇒ Vous apprenez que l'OFII a remis un avis favorable. La préfecture vous délivre alors une **carte de séjour temporaire pour soins**.

REMETTRE UNE CARTE DE SÉJOUR TEMPORAIRE

⇒ Si vous êtes encore en France :

Vos économies sont épuisées. Sans titre de séjour, vous ne pouvez pas travailler légalement et votre maladie vous empêche d'accepter des travaux physiques payés au noir. A la charge de votre jeune frère vous sombrez dans la déprime, ce qui aggrave votre état de santé. Vous vivez dans la peur d'une expulsion qui mettra fin aux soins dont vous bénéficiez.

⇒ Votre état de santé s'est nettement amélioré. Vous allez pouvoir espacer vos séances à l'hôpital à raison d'une visite tous les trois mois. Vous avez bon espoir de pouvoir guérir et de rentrer en Tunisie d'ici un ou deux ans.

PARCOURS DE MIGRANT•E•S





Nora

Maroc

POINT DE DEPART
PERSONNALISÉ



Case [CONSULAT]

Vous avez obtenu un **visa de long séjour conjointe de français** valable 1 an que vous ferez tamponner à l'**OFII** (Office français de l'immigration et de l'intégration) une fois en France.

REMETTRE UN VISA DE LONG SÉJOUR

Conséquences : vous êtes en situation régulière, lancez le dé et commencez votre parcours.

1^{er} ARRÊT
OBLIGATOIRE



Peu avant que votre visa n'expire, vous demandez à la **préfecture, la carte de séjour temporaire vie privée et familiale**, valable 2 ans, à laquelle vous avez droit en tant qu'épouse de Français et vous l'obtenez. Mais la vie est difficile pour vous car depuis votre arrivée, **votre mari se montre violent**. Vous n'osez pas le quitter car vous savez que votre famille ne tolérera pas un divorce et vous avez peur de vous retrouver à la rue.

REMETTRE UNE CARTE DE SÉJOUR
TEMPORAIRE

CHANCE

NON

⇒ Ne pouvant plus supporter les violences, vous avez fui chez une compatriote. Quand vous allez à la préfecture pour faire renouveler votre carte de séjour vous apprenez que votre mari a déclaré votre abandon du domicile conjugal et qu'une **OQTF** – Obligation de quitter le territoire français – a été émise à votre encontre.

REMETTRE UNE OQTF

Conséquences : peu de temps après, vous êtes interpellée dans la rue et envoyée en centre de rétention où vous passerez un tour.

OUI

Une campagne municipale contre les violences conjugales attire votre attention. Vous prenez contact avec une **association spécialisée** qui vous soutient pour déposer plainte contre votre mari et qui vous aide à trouver une place dans un foyer pour femmes victimes de violence.

⇒ L'**association spécialisée** vous a aidée à rassembler les preuves de violences que vous avez subies (dépot de plainte, témoignages, attestations médicales etc.). Vous obtenez la **protection du juge aux affaires familiales**. La **préfecture** maintient votre droit au séjour malgré la rupture de la vie conjugale et vous recevez une **carte de séjour temporaire** qui vous permet de travailler.

REMETTRE UNE CARTE DE SÉJOUR TEMPORAIRE

2^{ème} ARRÊT
OBLIGATOIRE

ARRIVÉE
FIN DE PARTIE

⇒ Si vous êtes encore en France : Votre compatriote a déménagé. Vous vivez de petits boulots au noir qui ne suffisent pas toujours pour payer une chambre d'hôtel. Vous êtes parfois obligée de dormir dans la rue. Vous avez bien essayé de vous expliquer avec votre famille mais celle-ci ne veut rien savoir.

En France ou expulsée : Dommage que vous n'ayez pas été mieux informée car en cas de violences conjugales, une personne étrangère peut obtenir des papiers même si elle est séparée de son conjoint dès lors qu'elle apporte la preuve des violences subies.

⇒ En plus de la protection du juge aux affaires familiales, votre mari a été condamné en raison des violences qu'il vous a fait subir. Cette condamnation pénale vous a permis d'obtenir une **carte de résident de 10 ans**. Vous êtes rassurée pour votre avenir et allez pouvoir chercher du travail tranquillement.

REMETTRE UNE CARTE DE RÉSIDENT DE
10 ANS

PARCOURS DE MIGRANT•E•S





Famille Hassane

Anjouan - Océan Indien

NOTES : Non seulement à Mayotte le droit des étrangers n'est pas le même que celui qui s'applique dans les autres départements français, de nombreuses règles dérogatoires restreignant encore davantage le droit au séjour, mais l'administration ne cesse de violer les droits en vigueur.

Anfia, Chanfi et Sittina

POINT DE DEPART
PERSONNALISÉ



Malgré une mer très agitée vous avez réussi à atteindre Mayotte. Vous avez eu de la chance, des centaines de personnes meurent chaque année en tentant cette traversée.

Peu de temps après, vous accouchez à l'hôpital d'une petite fille, Sittina, porteuse d'un handicap.

Conséquences : Vous êtes donc avec deux enfants à charge dans le département français de Mayotte en situation irrégulière. Positionnez-vous sur la première case après la frontière. Lancez votre dé et commencez votre parcours.

1^{er} ARRÊT
OBLIGATOIRE



Vous êtes arrêtée près de l'hôpital où vous alliez pour un rendez-vous et enfermée en centre de rétention avec vos enfants. Grâce au certificat médical pour votre bébé et à votre convocation à l'hôpital, le médecin du centre de rétention examine votre fille, puis la police aux frontières vous libère.

Notes : Depuis 2024 la rétention des enfants est illégale partout sur le territoire français sauf à Mayotte.

REMETTRE UN LAISSEZ-PASSER
D'ÉVACUATION SANITAIRE.

Conséquences : avec ce laissez-passer d'évacuation sanitaire vous êtes en situation régulière mais il ne vous permet ni de travailler légalement ni de percevoir des aides sociales. Il pourra s'achever à tout moment en fonction de la durée des soins.

CHANCE

NON



OUI

Vous êtes à La Réunion depuis un an et demi. Une association vous a aidé à obtenir une autorisation provisoire de séjour pour étranger parent d'enfant malade et à la faire renouveler régulièrement. De ce fait vous percevez l'allocation d'éducation de l'enfant handicapé (AEEH). Faute d'avoir le droit de travailler, vous complétez ce petit revenu avec un travail non déclaré.

Notes : Beaucoup de parents dans cette situation n'obtiennent que des récépissés de leur demande d'autorisation, ce qui ne donne pas droit à l'allocation.

REMETTRE UNE AUTORISATION PROVISoire DE
SÉJOUR

2^{ème} ARRÊT
OBLIGATOIRE

⇒ Après 18 mois à La Réunion, les médecins estiment que la kinésithérapie pour Sittina peut être poursuivie à Mayotte. Votre laissez-passer est suspendu. Dans les faits, vous savez qu'aller à l'hôpital avec la régularité voulue sera impossible. « Votre » bidonville est loin du centre, non desservi par les transports publics et les taxis collectifs trop chers pour vous.

REPRENDRE LE LAISSEZ-PASSER
D'ÉVACUATION SANITAIRE

Conséquences : vous êtes renvoyée à Mayotte où vous vous trouvez de nouveau en situation irrégulière.

⇒ Sittina est reconnue comme porteuse d'une affection longue durée qui ne peut être traitée ni à Mayotte ni aux Comores. Grâce aux autorisations provisoires de séjour qui comptent comme des mois de présence régulière, et avec l'aide d'une avocate, vous obtenez une régularisation exceptionnelle. Une carte de séjour temporaire vous permet désormais de travailler en toute légalité.

REMETTRE UNE CARTE DE SEJOUR
TEMPORAIRE

ARRIVÉE
FIN DE PARTIE

⇒ Vous vivez dans une grande précarité. Faute de séances de kiné régulières, Sittina ne surmonte pas son handicap. Contrainte de l'assister constamment, vos possibilités de travailler au noir sont limitées. Vous êtes aussi folle d'inquiétude pour votre fils. La police qui procédait à des arrestations près d'une fontaine où il se trouvait, l'a rattaché à une femme arrêtée, mis en rétention et expulsé. A Mayotte, il est fréquent que la police invente des liens de filiation pour expulser des enfants sans leur représentant légal.

⇒ Votre fille bénéficie de tous les soins nécessaires. Vous travaillez et envoyez de l'argent à Mayotte pour l'éducation de votre fils. Votre objectif est de le faire venir à La Réunion. Vous avez entamé les démarches nécessaires, tout en sachant que cela prendra du temps et de l'argent et surtout que cela n'aboutira pas forcément.

PARCOURS DE MIGRANT•E•S

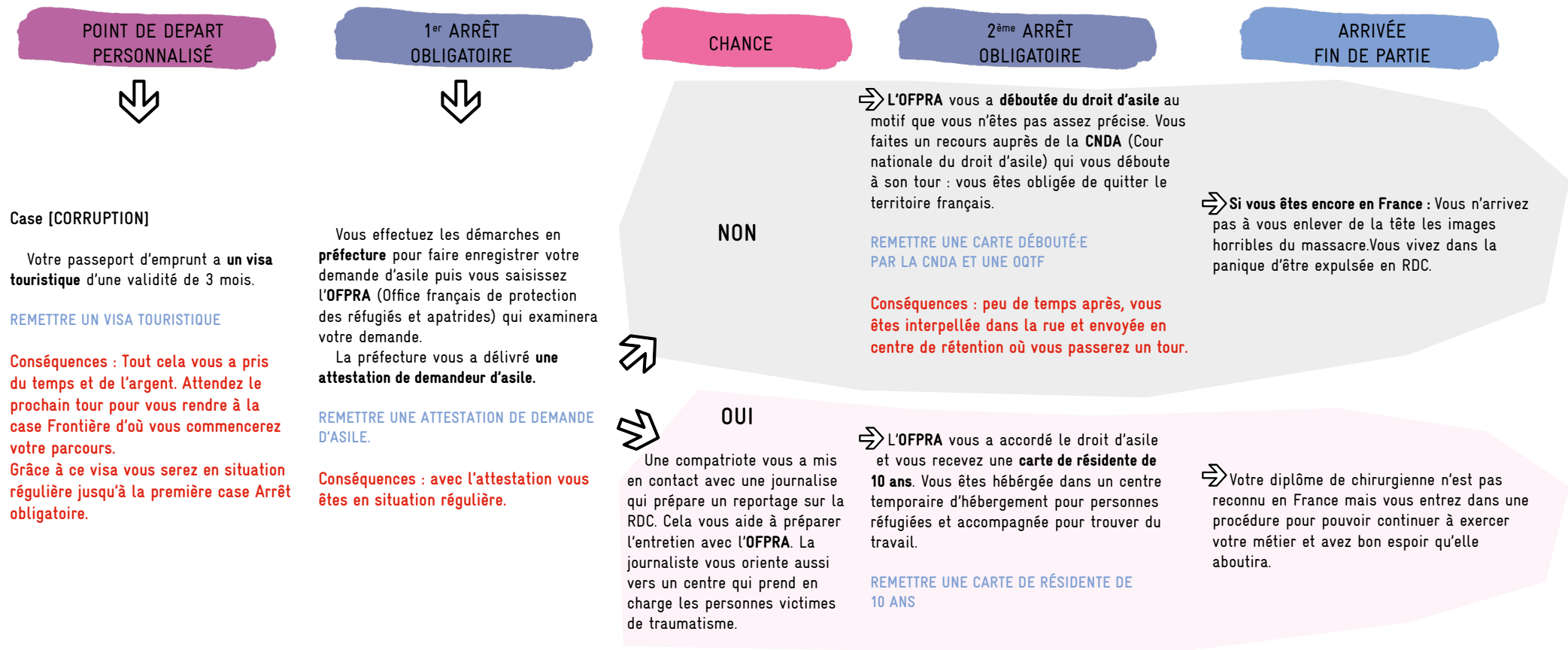




Pauline

République Démocratique du Congo

NOTES : Des conflits armés déchirent la RDC depuis de nombreuses années provoquant le déplacement de millions de personnes à l'intérieur et l'extérieur du pays. Dans l'est du pays, des groupes armés et des forces gouvernementales s'en prennent aux civil-e-s et exploitent illégalement les ressources naturelles. Parmi elles, le coltan, un minéral qui vient à 80 % du Congo, est indispensable à la fabrication des téléphones portables et des consoles de jeux-vidéo.



PARCOURS DE MIGRANT•E•S





Ahmed

Afghanistan

NOTES : Pour une meilleure compréhension de la situation des jeunes en danger en France, voir le guide de La Cimade **Des enfants mal protégés car étrangers** téléchargeable sur le site de La Cimade. Et pour une meilleure compréhension de la traite des êtres humains, voir le guide de La Cimade **La traite des êtres humains** téléchargeable sur le site de La Cimade.

POINT DE DEPART
PERSONNALISÉ



Case [PASSEURS]

La route sera longue et pleine d'embûches.

Conséquences : quand vous entrerez en France, arrêtez vous obligatoirement sur la première case Vie quotidienne. Vous en apprendrez plus sur le reste de votre parcours.



Case [VIE QUOTIDIENNE]

Dès votre arrivée en France, vous êtes enrôlé dans un atelier de confection clandestin où vous travaillez de 6h du matin à 9h le soir, soit disant contre hébergement et nourriture et pour payer le solde de votre passage. Dans les faits vous êtes victime de traite à des fins d'exploitation par le travail.

Conséquences : Jusqu'à la prochaine case Arrêt obligatoire vous enlèverez un point à chaque jet de dé et vous ne tirerez pas les cartes correspondant aux cases où vous vous arrêterez.

1^{er} ARRÊT
OBLIGATOIRE



Vous avez réussi à fuir. D'autres mineur·e·s avec qui vous errez dans la rue vous ont dirigé vers l'**Aide Sociale à l'Enfance (ASE)** qui est censée prendre en charge les mineur·e·s en danger. Mais celle-ci pense que vous mentez sur votre âge et **conteste votre minorité**. Vous vous retrouvez de nouveau à la rue et craignez que des personnes mal intentionnées ne remettent la main sur vous.

Conséquences : Passez un tour. Vous êtes maintenant en situation irrégulière.

CHANCE

NON

⇒ Vous venez d'avoir 18 ans et vous décidez de faire une demande d'asile. La **préfecture** où vous faites enregistrer votre demande trouve que vos empreintes ont déjà été relevées en Suède. Cela fait de vous « **un dubliné** ». Dès que la Suède aura accepté votre transfert forcé vous y serez envoyé.

REMETTRE UNE CARTE DUBLINÉ.

Conséquences en cas de contrôle, vous relancerez le dé :
Chiffre impair : la préfecture est encore en attente de la réponse de la Suède. Vous passerez un tour, puis continuerez votre route.
Chiffre pair : La Suède a accepté le transfert. Contrairement à la France, il lui arrive de refuser l'asile aux personnes afghanes et vous renvoie en Afghanistan. Retour à la case départ, puis passeurs au tour suivant.

Notes : expliquez le terme dubliné

⇒ Si vous êtes encore en France : Vous avez reçu votre avis de transfert forcé pour la Suède et redoutez qu'elle ne vous expulse en Afghanistan. Vous tâchez de vivre 18 mois dans la clandestinité sans être contrôlé. Passé ce délai, vous ne pourrez plus être renvoyé en Suède et serez autorisé à déposer votre demande d'asile en France.

Cette situation est vraiment injuste. Si votre minorité avait été reconnue et que vous aviez déposé une demande d'asile avant vos 18 ans, vous n'auriez pas été dubliné car ce règlement ne s'applique pas aux mineur·e·s

Notes : à partir du moment où l'autre pays européen a accepté le transfert, la préfecture a 6 mois pour exécuter le transfert et 12 mois supplémentaires si la personne est déclarée en fuite. Passé ces 18 mois (6+12), la personne est autorisée à déposer sa demande en France.

OUI

⇒ Votre minorité est reconnue et vous êtes enfin **pris en charge par l'Aide sociale à l'enfance**. Vous êtes hébergé dans un foyer et vous intégrez un collège dans une classe pour élèves non francophones. **Vous décidez également de faire une demande d'asile.**

REMETTRE UNE ATTESTATION DE DEMANDE D'ASILE.

Notes : toute personne peut faire une demande d'asile qu'elle soit mineure ou non.

⇒ Vous avez maintenant 18 ans. Bonne nouvelle, **l'asile vous a été accordé** et vous recevez une **carte de résident de 10 ans**. Vous bénéficiez d'une aide à la formation. Vous avez choisi de vous spécialiser dans la confection de coiffe bretonne traditionnelle, une activité dans laquelle vous excellez.

REMETTRE UNE CARTE DE RÉSIDENT DE 10 ANS.

Notes : dans le cadre du contrat jeune majeur, les jeunes comme Ahmed peuvent aussi bénéficier d'une allocation pour leurs dépenses courantes et d'un hébergement.

PARCOURS DE MIGRANT•E•S





Shaden

Soudan

POINT DE DEPART
PERSONNALISÉ



1^{er} ARRÊT
OBLIGATOIRE



CHANCE

2^{ème} ARRÊT
OBLIGATOIRE

ARRIVÉE
FIN DE PARTIE

Comme vous êtes soudanaise, **vous obtenez le statut de réfugiée** sans trop de difficultés et recevez une carte de résidente valable 10 ans. Pour faire venir votre mari et vos deux enfants, vous déposez une **demande de réunification familiale**. L'administration française exige des preuves du mariage et des liens familiaux avec vos enfants que vous ne pouvez pas donner et refuse la réunification. **Vous déposez un recours.**



NON

⇒ Vos recherches de preuves ont été vaines. **Votre recours est rejeté.**

⇒ Devant l'impossibilité d'obtenir un visa, votre mari décide de prendre la mer à son tour. Vous êtes morte d'inquiétude pour lui et vos deux enfants.



OUI

A l'occasion de retrouvailles avec une cousine également réfugiée en France, celle-ci vous apprend qu'elle a pris tous ses albums photos. **Elle a des photos de votre mariage et de votre vie en famille en sa possession.**

⇒ Les photos que vous avez présentées pour le recours ont été considérées comme des preuves suffisantes par les autorités françaises. **Votre demande de réunification familiale est acceptée.**

⇒ Le consulat de France a délivré **un visa à votre mari et vos deux enfants**. Leur venue en France est imminente.

Case [PASSEURS]

La route sera longue et pleine d'embûches. Il vous faudra tenter de franchir la méditerranée.

Conséquences : jetez le dé et commencez votre parcours

REMETTRE UNE CARTE DE RÉSIDENTE DE 10 ANS

Notes : on peut imaginer que les archives de l'Etat civil de la ville ont été complètement détruites. 3 administrations examinent conjointement la demande de réunification familiale : le consulat de France dans le pays où les membres de la famille attendent, le bureau des familles de réfugié.e.s à Nantes et l'Ofpra

PARCOURS DE MIGRANT•E•S





Zelimkhan

Tchétchénie

POINT DE DEPART
PERSONNALISÉ



Case [CONSULAT]

Votre demande de visa a été refusée par le consulat sans explication.

Conséquences : rendez-vous sur la case Passeurs. Vous ne commencerez votre parcours qu'au tour suivant.

1^{er} ARRÊT
OBLIGATOIRE



La **préfecture** où vous faites enregistrer votre demande d'asile vérifie par quel pays vous êtes entré en Europe. Elle trouve que vos empreintes ont déjà été relevées en Croatie. Cela fait de vous « **un dubliné** ». En attendant que la Croatie accepte votre transfert forcé pour examiner votre demande d'asile vous êtes **assigné à résidence** avec obligation de pointer au commissariat tous les jours.

REMETTRE UNE CARTE «DUBLINÉ» ET UNE CARTE « ASSIGNÉ À RÉSIDENCE »

Conséquences : jusqu'à la prochaine case Arrêt obligatoire vous enlèverez un point à chaque jet de dé mais tant que la Croatie n'a pas accepté votre transfert vous êtes en situation régulière.

Notes : Expliquez le terme « dubliné ».

CHANCE

NON



OUI

La Croatie a accepté le transfert forcé mais la **préfecture** a dépassé le délai légal de 6 mois pour le mettre à exécution. Vous êtes « **dédubliné** » et autorisé à déposer votre demande d'asile auprès de l'**OFPPA** (Office français de protection des réfugiés et apatrides).

REMETTRE UNE ATTESTATION DE DEMANDE D'ASILE.

2^{ème} ARRÊT
OBLIGATOIRE

⇒ La Croatie a accepté votre transfert. La **préfecture** vous informe qu'elle vous a réservé un vol pour Zagreb. Vous décidez de vous enfuir car la Croatie est connue pour soumettre les personnes demandant l'asile à de mauvais traitements et à les expulser sans examiner leur demande.

REMETTRE UNE CARTE TRANSFERT DUBLIN ACCEPTÉ

Conséquences : Passez un tour. Vous êtes maintenant en situation irrégulière.

⇒ L'entretien à l'**OFPPA** a été très éprouvant mais une association vous y avait bien préparé. Votre récit a convaincu l'**OFPPA**, vous obtenez le **statut de réfugié** et recevez une **carte de résident valable 10 ans**.

REMETTRE UNE CARTE DE RÉSIDENT DE 10 ANS

ARRIVÉE
FIN DE PARTIE

⇒ Si vous êtes encore en France : Vous êtes déterminé à vous débattre si la police française vous arrête et vous met de force dans un avion pour la Croatie. Vous savez qu'un refus d'embarquement peut vous conduire en prison, mais vous craignez moins la prison française qu'une prison tchétchène.

⇒ Bien sûr vous êtes soulagé d'être à l'abri en France avec un statut de réfugié. Mais être réfugié signifie que vous ne pourrez plus retourner en Tchétchénie. Vous ne savez pas quand et comment vous reverrez vos parents ce qui est très douloureux.

PARCOURS DE MIGRANT•E•S

